Nous avons tenté de convaincre le ministre et ses collègues, tant au comité qu'à la Chambre. Nous avons tenté de leur faire comprendre l'inquiétude que manifestaient les médecins, eu égard à ce bill.

Un comité de médecins avait suggéré que l'on amende la loi de façon que les médecins qui s'opposeraient, en conscience ou pour des raisons personnelles, à pratiquer l'avortement, ne soient pas tenus de le pratiquer. Il aurait été facile d'accepter un amendement mineur rédigé en termes généraux, à l'effet que rien dans cette loi n'obligerait un médecin à pratiquer l'avortement si, à cause de sa conscience, de raisons personnelles ou d'autres impératifs relatifs à sa profession, il jugeait nécessaire de ne pas le pratiquer. Le gouvernement a refusé cet amendement qui était pourtant logique.

Le gouvernement refuse également la motion, présentée par l'honorable député créditiste, à l'effet de reporter l'adoption du bill à six mois, afin de permettre à la population canadienne de vraiment prendre connaissance du problème actuellement à l'étude au Parlement.

Cet amendement était tellement nécessaire, monsieur l'Orateur, que certains députés du Ralliement créditiste, moi-même et d'autres de mes collègues, avons reçu des instances de la part d'associations libérales de toutes les régions du Canada. Au fait, des présidents d'associations nous ont exposé leur inquiétude et nous ont dit que, contrairement à ce que le très honorable premier ministre (M. Trudeau), l'honorable ministre de la Justice (M. Turner) et certains députés libéraux affirmaient, lors des dernières élections, le public canadien avait été invité à voter en même temps pour le gouvernement actuel et à se prononcer sur le bill omnibus.

Ceci est totalement erroné, puisque nous avons en main des documents, des lettres qui nous parviennent de toutes les régions du Canada et qui disent clairement qu'aux dernières élections, le peuple canadien n'a pas donné l'autorisation au gouvernement Trudeau d'adopter ce fameux et odieux bill sur l'avortement.

J'ai en main un article de l'*Ottawa Journal* du 5 mai, où l'on peut lire que M. Dalton McGuinty, qui était président de l'Association libérale d'Ottawa-Carleton, se dissocie du parti libéral parce qu'il ne veut pas accepter cette loi. C'est pour cette raison que je suis en faveur de l'amendement proposé par le Ralliement créditiste afin que ces gens puissent s'opposer.

Une autre lettre m'a été envoyée et elle explique pourquoi l'amendement a été présenté. J'ai reçu une lettre de M^{me} Claire Campbell, portant la date du 1^{er} mai 1969, dans laquelle il est dit, et je cite:

[M. Valade.]

• (3.10 p.m.)

[Traduction]

La famille Campbell a voté pour votre parti ...

[Français]

Elle écrivait alors à l'honorable ministre de la Justice.

[Traduction]

La famille Campbell a voté pour votre parti, mais n'a pas voté pour la libéralisation des mesures relatives à l'avortement. Je connais de nombreuses familles, libérales par tradition, qui ont voté contre votre parti justement à cause de cette question.

[Français]

Monsieur l'Orateur, des témoignages comme ceci, nous en avons de toutes parts. J'en ai de Vancouver, d'Ottawa, de partout. Le public canadien dénonce cette affirmation erronée, gratuite et mensongère, qui nous a été faite depuis trop longtemps par le parti ministériel, à l'effet que le public, en votant pour le gouvernement libéral actuel, sanctionnait du même coup le bill omnibus. C'est là une affirmation fautive, une affirmation malhonnête et une excuse trop faible, pour les députés libéraux, de se décharger de leurs obligations et de leurs responsabilités, devant la Chambre et devant l'électeur canadien.

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention, pour ne pas retarder le vote, de prolonger mes remarques. Je dois faire vite, malheureusement, mais je me dois quand même de rappeler à l'attention de la Chambre ce magnifique document intitulé «Charte canadienne des droits de l'homme», qui porte la signature du très honorable Pierre Elliott Trudeau, à l'époque où il était ministre de la Justice. Il n'est pas nécessaire de scruter bien longtemps ce merveilleux document pour démontrer la contradiction qui existe actuellement au sein de la «députation» libérale et dans la matière grise du premier ministre actuel. Je n'ai qu'à ouvrir le document à la page 9, du chapitre 1, intitulé «Les droits de l'individu». Ce chapitre a été écrit par M. Pierre Elliott Trudeau. Alors, je cite simplement le premier paragraphe:

L'intérêt porté par l'homme à ses droits remonte aux origines mêmes de la civilisation. Une fois satisfaits ses besoins primordiaux tels que sa sécurité, son gîte et sa subsistance, il s'est, se distinguant en cela des animaux, penché sur les problèmes relatifs à sa dignité d'être humain.

Je me demande ce que le très honorable premier ministre avait en tête, lorsqu'il parlait de la dignité des êtres humains.

Monsieur l'Orateur, pour moi, la dignité des êtres humains, c'est de se respecter comme êtres humains; c'est d'avoir conscience, non seulement de ses responsabilités, de ses droits, de ses obligations, mais aussi de ses devoirs. Le devoir existe pour un être humain, pour un homme normal et équilibré,